



*Liberté • Egalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DE L'EURE

### **Arrêté n° D1/B1/16/008 portant restitution à la SNTN Société Nouvelle de Tréfilerie Normande du montant de l'attestation de garanties financières de mise en sécurité pour ses installations sises à Neaufles-Auvergny**

**Le préfet de l'Eure  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU

- le Code de l'environnement notamment ses articles L.512-5, L.516-1, L.516-2 et R.516-1,
- le décret du 31 juillet 2014 du Président de la République nommant Monsieur René BIDAL, préfet de l'Eure,
- le décret du 5 février 2015 du Président de la République nommant Madame Anne LAPARRE-LACASSAGNE, secrétaire générale de la préfecture de l'Eure,
- le décret n°2015-1250 du 7 octobre 2015 relatif aux garanties financières de mise en sécurité des installations classées relevant le seuil d'exigibilité de 75 000 € à 100 000 €,
- l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières de mise en sécurité qui requiert un arrêté préfectoral autorisant la restitution des sommes consignées,
- l'arrêté préfectoral n°SCAED-15-02 du 9 mars 2015 donnant délégation de signature à Madame Anne LAPARRE-LACASSAGNE, secrétaire générale de la préfecture de l'Eure,
- l'arrêté préfectoral du 19 août 2014 demandant à la société SNTN de constituer une garantie financière de mise en sécurité,
- le rapport de l'inspection de l'environnement du 3 décembre 2015.

Considérant que la société SNTN n'a plus l'obligation de constituer les garanties financières de mise en sécurité, leur montant étant inférieure à 100 000 €,

Considérant qu'il y a lieu de restituer le montant de 24 539 € constitué auprès de la Caisse des dépôts et consignations qui a fait l'objet des récépissés du 15 juillet 2014 et 16 juin 2015.

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture,

## ARRETE

### Article 1<sup>er</sup> :

La procédure de restitution de la somme constituant la garantie financière de mise en sécurité (ainsi que les intérêts produits par cette consignation) est engagée en faveur de la société SNTN SOCIETE NOUVELLE DE TREFILERIE NORMANDE sise le Village, BP 16, 27250 Neaufles-Auvergny.

### Article 2 :

Le montant devant être restitué s'élève à 24 539 € auquel s'ajoute le montant des intérêts produits par le compte de consignation.

### Article 3 :

Une copie du présent arrêté doit être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté doit être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur du site.

### Article 4 :

Conformément à l'article L.514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Rouen dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté,
- par un tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

### Article 5 :

La secrétaire générale de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le directeur régional des finances publiques sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à l'exploitant par la voie administrative.

Copie de cet arrêté sera adressée :

- au maire de Neaufles-Auvergny,
- à l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées)(DREAL - UT de l'Eure),
- à la directrice départementale des territoires et de la mer.

Evreux, le

- 8 JAN. 2016

Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale de la préfecture



Anne LAPARRE-LACASSAGNE